

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 251

[C — 2005/00039]

22 DECEMBRE 2004. — Loi modifiant la loi du 3 mai 1999 organisant la répartition des compétences suite à l'intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la police fédérale (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 21 de la loi du 3 mai 1999 organisant la répartition des compétences suite à l'intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la police fédérale, est complété par les alinéas suivants :

« La police fédérale chargée de la police des eaux constate les infractions définies dans les lois et règlements relatifs à la navigation en dressant des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie des procès-verbaux est envoyée au contrevenant ou à son représentant légal en Belgique, au plus tard endéans les quinze jours à dater du jour suivant la constatation de l'infraction par procès-verbal. Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Pour l'application du délai défini à l'alinéa 2, le fait de donner un avertissement ou d'accorder un délai pour se mettre en règle ne constitue pas la constatation de l'infraction. »

Art. 3. Un article 21bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 21bis. Le Roi fixe les modalités relatives au contrôle frontalier aux frontières maritimes externes et leur exécution par les membres de la police fédérale chargés de la police des eaux. »

Art. 4. Un article 22bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 22bis § 1^{er}. Les infractions aux dispositions des arrêtés pris en exécution du chapitre III sont punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de deux cents à deux mille euros, ou d'une de ces peines seulement.

§ 2. Lors de la constatation d'une des infractions visées au § 1^{er}, si le fait n'a pas occasionné de dommages à des tiers, la perception immédiate d'une somme peut être proposée au contrevenant ou à son représentant légal en Belgique. Le montant de cette somme, qui ne peut être inférieur à cinq cents euros ni supérieur au maximum de l'amende correspondant à cette infraction, augmentée des décimes additionnels, ainsi que les modalités en matière de perception sont déterminés par le Roi.

Seuls les fonctionnaires chargés du contrôle de la navigation et les membres de la police fédérale chargés de la police des eaux qui ont été commissionnés individuellement à cet effet par le procureur général auprès de la cour d'appel compétente peuvent proposer la perception immédiate.

§ 3. Le paiement entraîne l'extinction de l'action publique, sauf si le ministère public informe le contrevenant ou son représentant légal en Belgique, par lettre recommandée à la poste, endéans un délai d'un mois, à dater du jour du paiement, de son intention de le poursuivre.

§ 4. Si le contrevenant ou son représentant légal en Belgique ne paie pas immédiatement la somme proposée, il doit donner une somme en consignation destinée à couvrir l'éventuelle amende et les éventuels frais de justice.

Le montant de la somme à consigner et les modalités en matière de consignation sont déterminés par le Roi.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 251

[C — 2005/00039]

22 DECEMBRE 2004. — Wet tot wijziging van de wet van 3 mei 1999 tot regeling van de bevoegdheidsverdeling ingevolge de integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de federale politie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 21 van de wet van 3 mei 1999 betreffende de bevoegdheidsverdeling ingevolge de integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de federale politie wordt aangevuld met de volgende leden :

« De federale politie belast met de politie te water stelt de misdrijven omschreven in de wetten en reglementen betreffende de scheepvaart vast bij proces-verbaal dat bewijskracht heeft tot bewijs van het tegendeel.

Een afschrift ervan wordt verstuurd aan de overtreder of zijn wettelijke vertegenwoordiger in België uiterlijk binnen een termijn van vijftien dagen, die aanvangt de dag na de vaststelling bij proces-verbaal van de overtreding. De vervaldag is in de termijn begrepen. Is die dag echter een zaterdag, een zondag of een feestdag, dan wordt de vervaldag verplaatst op de eerstvolgende werkdag.

Voor de toepassing van de termijn bepaald in het tweede lid, vormt het geven van een waarschuwing of van een termijn om zich in regel te stellen, geen vaststelling van de overtreding. »

Art. 3. In dezelfde wet, wordt een artikel 21bis ingevoegd, luidende :

« Art. 21bis. De Koning bepaalt de nadere regels inzake de grenscontrole aan de maritieme buitengrens en de uitvoering ervan door de leden van de federale politie belast met de politie te water. »

Art. 4. In dezelfde wet, wordt een artikel 22bis ingevoegd, luidende :

« Art. 22bis § 1. De overtredingen op de bepalingen van de besluiten genomen in uitvoering van hoofdstuk III, worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een geldboete van tweehonderd tot tweeduizend euro, of met een van die straffen alleen.

§ 2. Bij het vaststellen van een van de in § 1 bedoelde overtredingen kan, indien het feit geen schade aan derden heeft veroorzaakt, de onmiddellijke inning van een som worden voorgesteld aan de overtreder of zijn wettelijke vertegenwoordiger in België. Het bedrag van deze som, dat niet lager mag zijn dan vijfhonderd euro en niet hoger dan het maximum van de geldboete die op die overtreding staat, vermeerderd met de opdecimen, alsook de nadere regels inzake heffing worden door de Koning bepaald.

Enkel de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren en de leden van de federale politie belast met de politie te water die daartoe door de procureur-generaal bij het bevoegde hof van beroep individueel worden gemachtigd, kunnen de onmiddellijke inning voorstellen.

§ 3. Door betaling vervalt de strafvordering, tenzij het openbaar ministerie binnen een maand, te rekenen van de dag van de betaling, de overtreder of zijn wettelijke vertegenwoordiger in België bij een ter post aangetekende brief, kennis geeft van zijn voornemen om hem te vervolgen.

§ 4. Indien de overtreder of zijn wettelijke vertegenwoordiger in België de voorgestelde som niet onmiddellijk betaalt, moet hij een som in consignatie geven bestemd om de eventuele geldboete en gerechtskosten te dekken.

Het bedrag van de som die in consignatie moet worden gegeven, en de nadere regels inzake consignatie worden door de Koning bepaald.

Le navire du contrevenant est retenu, conformément aux articles 19, 6° et 20, à ses frais et risques, jusqu'à ce que cette somme soit payée et que la preuve soit fournie que les éventuels frais de conservation du navire ont été payés ou, si ce n'est le cas, durant cinq jours à compter du jour suivant celui au cours duquel l'infraction a été constatée. Au-delà de ce délai, le ministère public peut ordonner la saisie du navire.

Un avis de saisie est envoyé dans les deux jours ouvrables suivant celui de la décision de saisie au propriétaire du navire ou à son représentant légal en Belgique.

La saisie du navire s'effectue aux frais et risques du contrevenant.

La saisie est levée lorsque la preuve du paiement de la somme consignée et des éventuels frais de conservation du navire est fournie.

§ 5. Si l'action publique conduit à la condamnation du contrevenant ou de son représentant légal en Belgique, la somme perçue ou consignée est imputée sur les frais de justice dus à l'Etat ainsi que, le cas échéant, sur l'amende prononcée. Le surplus éventuel est remboursé.

§ 6. En cas d'acquiescement, la somme perçue ou consignée est remboursée. En cas de condamnation conditionnelle, la somme perçue ou consignée est remboursée après l'écoulement de la période de probation et après déduction des frais de justice.

§ 7. La somme consignée est remboursée lorsque le ministère public décide de ne pas engager de poursuites ou lorsque l'action publique est éteinte ou prescrite. »

Art. 5. Un article 22ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 22ter. Les documents et formulaires administratifs exigés par les lois et règlements d'application sur et aux abords de l'eau sont considérés comme écritures publiques au sens du livre II, titre III, chapitre IV du Code pénal. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) Session 2003-2004.

Chambre des représentants :

Document parlementaire. – Projet de loi, n° 51-1254/1.

Session 2004-2005.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. – Amendements, n° 51-1254/2. – Rapport, n° 51-1254/3. – Texte adopté par la commission, n° 51-1254/4. – Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-1254/5.

Compte rendu intégral : 18 novembre 2004.

Sénat :

Document parlementaire. – Projet non évoqué par le Sénat, n° 3-923/1.

Het vaartuij van de overtreder wordt, overeenkomstig de artikelen 19, 6° en 20, op zijn kosten en risico ingehouden tot deze som betaald is en het bewijs geleverd wordt dat de eventuele bewaarskosten van het vaartuij betaald zijn of, indien dit niet gebeurt, gedurende vijf dagen te rekenen vanaf de dag na de vaststelling van de overtredding. Bij het verstrijken van deze termijn mag de inbeslagname van het vaartuij door het openbaar ministerie worden bevolen.

Een bericht van inbeslagname wordt binnen de twee werkdagen die volgen op deze van de beslissing tot inbeslagname aan de eigenaar van het vaartuij of aan zijn wettelijk vertegenwoordiger in België gezonden.

De inbeslagname van het vaartuij gebeurt op de kosten en risico van de overtreder.

De inbeslagname wordt opgeheven nadat het bewijs geleverd wordt dat de som die in consignatie moet worden gegeven, en de eventuele bewaarskosten van het vaartuij betaald zijn.

§ 5. Leidt de strafvordering tot de veroordeling van de overtreder of zijn wettelijke vertegenwoordiger in België, dan wordt de geheven of in consignatie gegeven som toegerekend op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten en op de, in voorkomend geval, uitgesproken geldboete. Het eventuele overschot wordt terugbetaald.

§ 6. In geval van vrijspraak wordt de geheven of in consignatie gegeven som teruggegeven. In geval van voorwaardelijke veroordeling wordt de geheven of in consignatie gegeven som teruggegeven na het verstrijken van de proeftermijn en na aftrek van de gerechtskosten.

§ 7. De in consignatie gegeven som wordt teruggegeven wanneer het openbaar ministerie beslist geen vervolging in te stellen of wanneer de strafvordering vervallen of verjaard is. »

Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 22ter ingevoegd, luidende :

« Art. 22ter. De documenten en administratieve formulieren vereist door de wetten en reglementen die van toepassing zijn op en rond het water worden beschouwd als openbare geschriften zoals bedoeld in boek II, titel III, hoofdstuk IV van het Strafwetboek. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) Zitting 2003-2004.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementair stuk. – Wetsontwerp, nr. 51-1254/1.

Zitting 2004-2005.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. – Amendementen, nr. 51-1254/2. – Verslag, nr. 51-1254/3. – Tekst aangenomen door de commissie, nr. 51-1254/4. – Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-1254/5.

Integraal verslag : 18 november 2004.

Senaat :

Parlementair stuk. – Ontwerp niet geëvoeerd door de Senaat, nr. 3-923/1.